

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 1 JUIN 2015

SOMMAIRE

- 1) Ni l'un
- 2) Ni l'autre
- 3) Lancement petit, petit...
- 4) Valls répond...
- 5) Mais c'est quoi un...
- 6) Porteur de valises : non
- 7) Un bon job grâce à...
- 8) Les Algériens répondent
- 9) Il réclame à son tour...
- 10) Le vieux monde...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Sondage : les Français ne veulent ni Nicolas Sarkozy ni François Hollande en 2017



L'ancien président Nicolas Sarkozy fait un discours à Paris - Eric Feyerberg - AFP

C'est un sondage qui aurait pu mieux tomber. Alors que l'UMP, bientôt rebaptisée Les Républicains, se réunit en congrès à Paris ce samedi 30 mai, 72 % des Français se disent opposés à une candidature de l'ancien chef de l'Etat Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2017, selon un sondage Odoxa pour Le Parisien/i Télé. La semaine dernière, ils étaient 77% à faire la même réponse au sujet de l'actuel président de la République François Hollande, dans un sondage similaire publié par cet institut. «Match retour de 2012»

Parallèlement, 79% des Français ne pensent pas que la transformation de l'UMP en un nouveau parti lui permettra « de connaître un nouveau départ ». 75% des Français estiment que la nouvelle appellation Les Républicains est un moyen pour Nicolas Sarkozy de « mettre en place une structure visant à la favoriser lui-même en tant que président actuel de l'UMP, en vue de 2017 ».

Même si l'un comme l'autre semblent prêts à se lancer dans la course à l'Elysée, ces résultats montrent qu'une large majorité de Français ne souhaite ni une candidature de Nicolas Sarkozy, ni une candidature de François Hollande en 2017. « Très clairement, nos concitoyens ne semblent pas vouloir de ce "match retour de 2012" et aimeraient beaucoup installer à l'Elysée une autre personnalité politique » relève le président d'Odoxa sur le site de l'institut.

ladepeche.fr

II) 77% des Français ne veulent pas de Hollande aux présidentielles de 2017



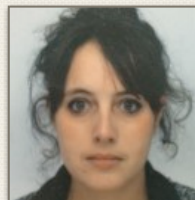
François Hollande - XAVIER DE FENOYL - XAVIER DE FENOYL

Le nouveau sondage Odoxa pour Le Parisien/i Télé révèle un chiffre peu optimiste pour le président de la République : 77% des personnes interrogées ne souhaitent pas qu'il se représente aux prochaines élections présidentielles. Il y a toutefois une évolution : l'an dernier, 15% des sondés voulaient voir François Hollande retenter sa chance en 2017 contre 21% actuellement.

De plus, toujours d'après la même étude, 58% des Français estiment que le chef d'Etat a déjà commencé sa campagne pour les élections à venir.

LADEPECHE.fr

III) Slogans et sifflets, le lancement en demi-teinte des Républicains



Par Estelle Gross

Nicolas Sarkozy voulait placer le lancement de son nouveau parti sous le signe du rassemblement. Raté : Fillon et Juppé ont essuyé des sifflets.



Nicolas Sarkozy a effectué un pilonnage de la gauche durant 40 minutes en guise de point d'orgue. (Thibault Camus/AP/SIPA)

"La République de la confiance", tel est le slogan qu'a décliné le président du tout nouveau parti "Les Républicains". Devant les militants venus ce samedi 30 mai à La Villette pour enterrer l'UMP, Nicolas Sarkozy a précisé ce qu'il entendait par

là : travail, défense de la famille, attaque en règle contre les syndicats, mais aussi un appel à une refondation de l'Europe dix ans après le "non" de 2005, alors qu'un sondage montre que les Français rejetteraient encore plus massivement aujourd'hui la constitution européenne.

Le patron de l'opposition a laissé tomber son "Moi je" utilisé en meeting pour désigner François Hollande, mais il a sans cesse attaqué "la gauche", l'accusant de livrer "la République aux minorités agissantes et aux clientèles électorales successives" et dénonçant "la terrifiante médiocrité du président actuel". Nicolas Sarkozy a aussi dénoncé le choix de François Hollande d'aller serrer la main de Fidel Castro plutôt que d'être aux côtés de Poutine aux commémorations de la Seconde guerre mondiale.

Des huées et des sifflets

François Fillon, lui, se souviendra sûrement longtemps de ce congrès. L'ancien Premier ministre est monté à la tribune sous les huées et les sifflets de la salle.

"C'est triste, ça montre qu'on est incapable de se respecter dans ce parti", regrette un parlementaire qui attribue l'énerverment des militants à l'affaire Jouyet-Fillon - l'ex Premier ministre aurait incité le secrétaire général de l'Elysée, Jean-Pierre Jouyet, à "taper vite" contre Nicolas Sarkozy pour accélérer les enquêtes en cours. Une affaire examinée au tribunal il y a tout juste deux jours. François Fillon ne pouvait pas espérer pire timing.

Après un discours d'une quinzaine de minutes sur la responsabilité que suppose le nouveau nom du mouvement, le député de Paris est finalement reparti sous les applaudissements.

Un peu plus tard, le maire de Bordeaux a connu le même sort. Alain Juppé s'y attendait visiblement et a lancé immédiatement :

“ Certains d'entre vous me sifflent, ça me fait de la peine, ça ne change rien à ma détermination !”

Il faut dire que le candidat a la primaire avait déjà fait l'expérience des sifflets en novembre dernier à Bordeaux, en évoquant le "rassemblement de la droite et du centre" jusqu'à François Bayrou devant une salle acquise à Nicolas Sarkozy.

Des messages personnels

Si le mot d'ordre était au rassemblement, tous ont en tête la bataille qui s'engage : la primaire en vue de la présidentielle de 2017. Alain Juppé, qui est officiellement candidat, n'a pas manqué de souligner sa différence en envoyant quelques flèches à son principal adversaire Nicolas Sarkozy.

Par exemple lorsqu'il souligne que la "société a besoin d'apaisement, pas de revanche" ou quand il condamne "la recherche méthodique du clivage". Signe que la confiance ne règne pas, chez Juppé comme chez Le Maire, on soupçonnait l'organisation d'avoir coupé ou baissé la sono pendant les deux discours...

Deux quadras populaires

Parmi la soixantaine d'intervenants qui se sont succédé à la tribune, deux ont tiré leur épingle du jeu : Laurent Wauquiez et Bruno Le Maire.

Le premier a comme à son habitude tenu un discours musclé, faisant notamment huer Christiane Taubira et Najat Vallaud-Belkacem. Et de conclure son discours par cette phrase :

“ *Ce n'est pas à la République de s'adapter aux étrangers, c'est aux étrangers de s'adapter à la République.*”

Le second, qui sillonne la France depuis des mois et a pris la tête de la fronde contre la réforme du collège, a lui aussi obtenu un bon score à l'applaudimètre.

"En 2017, nous en finirons avec le sectarisme de la gauche, en 2017, nous en finirons avec François Hollande", a-t-il lancé. Mais "notre combat ne doit pas être contre les socialistes, il doit être contre les idées des socialistes.

LAPRESSEENREVUE.EU

Notre combat ne doit pas être contre les membres du gouvernement, il doit être contre les projets du gouvernement", a-t-il pris soin de préciser. Wauquiez-Le Maire : deux styles et deux méthodes.

Une affluence moins forte qu'espérée

Les organisateurs avaient vu les choses en grand pour accueillir les 20.000 militants attendus dans le 19e arrondissement de Paris. Mais in fine, les rangs n'étaient pas tous fournis... Et la grande tente blanche dressée à l'extérieur du grand hall de La Villette sera restée bien vide.

Estelle Gross

nouvelobs.com

IV) Pour Manuel Valls, les attaques de Nicolas Sarkozy "blessent inutilement le pays"



Pour Valls, les attaques de Sarkozy "blessent inutilement le pays" | AFP

Manuel Valls a estimé samedi que les attaques de Nicolas Sarkozy contre la gauche lors du congrès fondateur de sa nouvelle formation, "Les Républicains", "blessaient inutilement le pays", appelant à "sortir de ce goût de revanche" et "des insultes".

" Ces mots, non seulement visent à blesser les adversaires- ma foi c'est la vie politique - mais ils blessent inutilement le pays", a-t-il déclaré à la presse en marge d'un déplacement à Trente en Italie.

"Le pays a besoin d'un autre débat politique et

d'autres formules. Nous l'avons démontré ici avec deux chefs de gouvernement - même génération, qui vont de l'avant et veulent réformer nos pays, qui ont compris que les vieilles recettes politiques ne doivent plus être utilisées", a déclaré le Premier ministre, qui venait de rencontrer le chef du gouvernement italien Matteo Renzi.

"Nous devons avoir un débat entre républicains, entre républicains de gauche et de droite, entre républicains conservateurs et républicains progressistes, mais il faut sortir de ce goût de revanche, des insultes inutiles qui ne font pas avancer le débat et qui creusent encore un peu plus les différences, alors qu'aujourd'hui au contraire il faut rassembler les Français autour de l'essentiel, redresser notre pays et être fiers de ce que nous sommes capables de faire".

Lors du congrès de son nouveau parti samedi à Paris, Nicolas Sarkozy s'est fait un procureur implacable de "la gauche", accusée de "trahir la République". Il est allé jusqu'à parler de "la terrifiante médiocrité "du président François Hollande.

huffingtonpost.fr

V) C'est quoi un républicain, au fait?

Aude Lorriaux



Le logo de la République française TaniaPS via Wikimedia Commons.

Alors que les militants de l'UMP viennent d'approuver le nouveau nom du parti, «Les Républicains», nous avons replongé dans nos cours de philo pour résumer l'essentiel de ce concept que tout le monde utilise sans toujours bien le connaître.



Par Aude Lorriaux journaliste

Les militants UMP ont approuvé à 83%, vendredi 29 mai, le nouveau nom proposé pour leur parti, Les Républicains, qui a créé une vive polémique ces dernières semaines. Mais au fait, c'est quoi, au juste, un Républicain? Ceux qui se revendiquent comme tel le sont-ils vraiment, et au nom de quel républicanisme? Car si la République aime tous ses «enfants» et ne fait pas de distinction de race, de classe ou de genre, il n'est pas sûr en revanche que tous ceux qui se revendiquent «Républicains» le soient vraiment. Slate vous aide à y voir plus clair.

Les origines grecques et romaines du terme: République et Démocratie

La République est, étymologiquement, la chose publique, Res (chose) publica (publique). C'est un mot d'origine latine, car c'est dans la Rome antique que le concept naît véritablement. Si la Grèce a inventé la démocratie, l'Italie a inventé la République... Soit l'idée d'un Etat fort, qui se substitue aux individus pour accomplir des tâches que les individus seuls ne peuvent remplir. «C'est l'idée de la centralité de la puissance publique qui assumerait le bien commun et c'est aussi celui de l'égalité des citoyens, protégés de la domination par des institutions communes», explique Pierre Crétois, philosophe qui a dirigé avec Stéphanie Roza le récent ouvrage *Le républicanisme social*, une exception française? et participe aux travaux du Gerep (Groupe d'étude des républicanismes et du bien commun).

L'ouvrage de Platon est certes traduit par La République, mais le terme grec (politeía) renvoie tout aussi bien à l'idée de Constitution, ou d'Etat. Certains philosophes comme Quentin Skinner ont vu pourtant dans la tradition politique hellénistique un autre modèle de républicanisme, caractérisé par une conception différente de la liberté qui, au lieu d'être protégée par l'Etat, est acquise à travers l'Etat, c'est-à-dire à travers la vie civique, qui se confond avec l'individu. L'idée est résumée par cette formule célèbre d'Aristote où l'homme est appelé animal politique, zoon politikon....

La République contre la monarchie

Pendant des siècles, la République va donc être assimilée surtout à la République romaine. C'est seulement à partir du XVIIe siècle, en Angleterre, que le mot prend un autre sens. C'est l'époque de la République de Cromwell, une petite période de 1649 à 1660 pendant laquelle la monarchie est abolie. En France, la Révolution française installe aussi définitivement le terme dans sa nouvelle acception, plus précise: «Avant les événements insurrectionnels, le mot République a un sens très large. Avec la Révolution, la République est ce qui s'oppose à la féodalité, à la monarchie, au pouvoir de quelques-uns ou d'un seul sur tous. Les Républicains sont ceux qui veulent le bien du peuple, pour et par le peuple», explique Juliette Grange, professeure à l'Université François-Rabelais de Tours et qui a notamment écrit *L'idée de République*.



La République nourrit ses enfants et les instruit. Tableau d'Honoré Daumier (1848).

Un républicanisme à la française

Si tout républicanisme accorde une certaine importance à l'Etat comme garant des libertés publiques, le républicanisme à la française s'est quant à lui teinté d'une couleur particulière, d'abord au XIXe siècle sous la IIIe République, qui met en place une instruction publique, puis au XXe, notamment avec le programme du Conseil national de la Résistance (CNR), qui jette les bases d'un Etat-providence. «Le républicanisme français va au delà de l'obligation pour l'Etat d'assurer la liberté des individus.

La République, c'est Marianne, c'est une mère nourricière», résume Pierre Crétois. «Le républicanisme est alors progressiste et "de gauche" en ce qu'il vise la transformation sociale, autrement dit, par l'éducation, la constitution de la liberté intérieure, de la raison critique des personnes», complète Juliette Grange.

Le Parti républicain américain est-il vraiment républicain?

Si la France a son républicanisme, qu'en est-il des Etats-Unis? Le républicanisme du Parti républicain, notamment, serait-il une simple variante du républicanisme historique? Pour nombre de philosophes français, le Parti républicain n'a de républicain que le nom. «Aux Etats-Unis, contrairement à la France, les Républicains sont pour le moins d'Etat et la promotion de la liberté individuelle. Ce sont plutôt des néo-libéraux et des néoconservateurs», fait valoir Pierre Crétois. «Les Républicains américains aujourd'hui ne font pas beaucoup référence aux Pères fondateurs [de la République américaine, ndlr]. Pour eux, la révolution américaine est un peu le terminus de ce qui se fait aujourd'hui», ajoute sa collègue.

Pour autant, la pensée républicaine n'est pas absente du monde anglo-saxon. En philosophie, il existe un courant incarné par l'historien John Pocock et les philosophes Quentin Skinner et Philippe Pettit, qui a essayé de concilier le républicanisme avec la tradition libérale anglo-saxonne. La liberté est redéfinie dans le Républicanisme. Une théorie de la liberté et du gouvernement comme un principe de non-domination, où il ne s'agirait pas seulement, comme dans le libéralisme, d'empêcher l'Etat d'empiéter sur les libertés individuelles, mais aussi que l'Etat fasse en sorte de protéger les individus de possibles rapports de domination entre eux.

Le républicanisme est-il de gauche ou de droite?

Les deux, mon général. Ou plutôt: aucun des deux. Le républicanisme, comme la République, est un concept transpartisan. Si en France, les républicains qui s'affichent en tant que tel sont plutôt classés à droite, il existe aussi des républicains de gauche, comme Vincent Peillon, selon Juliette Grange, ou encore Jean-Pierre Chevènement. Jean-Luc Mélenchon? «L'insistance de Mélenchon sur la figure de la souveraineté populaire, sur les services publics et l'Etat protecteur ainsi que sur la république des valeurs (égalité, liberté, laïcité, tolérance, solidarité, humanisme universaliste) en font incontestablement un républicain à la française», estime Pierre Crétois. «Il a été républicain à une époque, mais il a chaviré dans des mots d'ordre liés à sa personne, qui sont étrangers au républicanisme, qui fait passer l'intérêt général

avant le culte de la personne», juge quant à elle Juliette Grange. La différence entre républicanisme de gauche et républicanisme de droite va se jouer, selon la philosophe, dans «l'amplitude de la transformation sociale» qui est réclamée. Si chaque camp accorde une importance au service public de l'école, les uns vont ainsi plutôt mettre l'accent sur une école récompensant les plus travailleurs, les autres sur le rattrapage des inégalités. «Il y aura une redistribution fondée sur le mérite plus nette à droite», explique Juliette Grange.

«La gauche est fort peu républicaine en France [au sens du concept philosophique, ndlr] donc on a tendance à oublier qu'il existe un républicanisme progressiste. Mais le républicanisme n'est certainement pas de droite de manière constitutive, comme certains tentent de nous le faire croire», commente l'universitaire, fustigeant l'initiative de Nicolas Sarkozy. «Les Républicains de Nicolas Sarkozy ne sont pas républicains. Il s'agit d'un parti néo-libéral pour ce qui concerne la politique économique et la dite "réforme de l'Etat", et conservateur (non progressiste) pour ce qui concerne la liberté des personnes (en particulier les femmes). C'est aussi un parti, c'est à dire qu'une partie seulement du peuple est présent en son sein.» Selon Pierre Crétois, Nicolas Sarkozy «brouille les pistes en faisant de l'étiquette les républicains une position droitiste, commettant ce faisant une OPA hostile sur un élément essentiel et transpartidaire de l'histoire politique française».

Aude Lorriaux



LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Alexis Corbière au PS : « Unité oui, porter les valises non »

Par Hubert Huertas et Stéphane Alliès

Après la Grèce, l'Espagne. Et chaque fois la gauche française applaudit à ces victoires comme si elles étaient les siennes. Quel regard le Parti de gauche porte-t-il sur Syriza, sur Podemos, quelles leçons pour la France ? Alexis Corbière répond.

Après la Grèce, l'Espagne, et chaque fois la gauche française applaudit à ces victoires comme si elles étaient les siennes. Quel regard le Parti de gauche porte-t-il sur Syriza, sur Podemos, quelles leçons pour la France, quelle attitude vis-à-vis du Parti socialiste de Jean-Christophe Cambadélis ? Alexis Corbière, qui vient du trotskysme et qui est passé par le PS avant de fonder le Parti de gauche avec Jean-Luc Mélenchon, a répondu aux questions de Mediapart.

http://www.dailymotion.com/video/x2rxqcn_alexis-corbiere-au-ps-unite-oui-porter-les-valises-non_news

Vous avez qualifié les résultats des municipales et des régionales en Grèce de « magnifique nouvelle ». Pourquoi ?

Les nouvelles qui nous arrivaient ces derniers temps d'Europe étaient mauvaises. On disait plutôt « c'est une vague brune qui arrive ». Des poussées de l'extrême droite antisémite, ouvertement xénophobe, contre les femmes, et voilà que dans des pays du sud de l'Europe notre famille politique arrive aux responsabilités. Voilà une bonne nouvelle. Les réponses apportées par les autres peuples aux difficultés auxquelles nous sommes nous-mêmes confrontés sont des sources d'inspiration et des éléments de partage, que nous devons mettre en commun.

Mais en Grèce Syriza rencontre a priori de grandes difficultés...

Notons d'abord qu'ils respectent leur mandat. Rien ne piétine ce pourquoi ils ont été élus. Par contre, Syriza est engagé dans un rapport de force avec l'Union européenne et particulièrement avec sa pointe agressive, à savoir les injonctions du gouvernement allemand. Nos amis grecs représentent 2 % du budget de l'Europe, le rapport de force n'est donc pas simple. Mais ne leur faisons pas supporter plus qu'ils ne peuvent, avec

un regard condescendant, en disant : « Comment ? Vous n'avez pas réglé tous les problèmes ? » Moi je suis de leur côté, résolument. Ce sont des gens courageux ! Ce sont des gens qui ont mis en œuvre des lois pour la résorption de la pauvreté, ou la réouverture de la télévision publique. Ce n'est pas rien ! La fin des expulsions de logement, qu'ils ont interdites, c'est déjà un corpus de lois conforme à ce qu'ils avaient promis.

Mais clairement, le cœur de leur mandat est la renégociation de la dette : eh bien, cette discussion-là est en cours. Le gouvernement grec, après avoir fait démonstration qu'il n'était pas dans une logique fermée, demande un rééchelonnement de la dette. Si elle n'est pas mise en œuvre, ils refuseront de payer. On va entrer dans une nouvelle phase. Si certains veulent les faire sortir, et bien il est possible que M. Tzipras change de braquet.

Il est quand même incroyable que le gouvernement français ne vienne pas en soutien à nos amis grecs. Si ce gouvernement est de gauche, il doit dire qu'il est stupide d'en arriver là, et que ce n'est pas en forçant un peuple à un défaut de paiement qu'on va régler le problème.

En réalité, les Allemands veulent faire la démonstration politique que toute velléité de sortir aujourd'hui des injonctions européennes ne peut pas marcher. C'est d'abord une défaite politique qu'ils veulent infliger à la Grèce. Et ce qui se passe en Espagne est au contraire la démonstration que malgré cette volonté, malgré cette dureté, l'Espagne est en train de prendre la voie de Syriza.

En Grèce comme en Espagne, le mouvement est parti du peuple, et s'est transformé en victoires électorales. Vous, pour votre congrès, vous avez eu 1 500 votants...

Le Parti de gauche, et le Front de gauche, ce n'est pas Podemos. C'est autre chose... Nous, nous sommes un parti alors que Podemos est un mouvement qui permet une implication citoyenne, avec des gens qui ne sont pas adhérents à un parti. Mais nous avons lancé le mouvement pour la Sixième République, et 86 000 personnes ont signé sur Internet. Podemos, c'est d'abord une méthode, et c'est cette méthode qu'on voudrait mettre en œuvre, par exemple aux régionales. Lancer un appel aux citoyens.

Mais les dirigeants de Podemos ne sont-ils pas plus pragmatiques que vous ? Ils négocient avec le PSOE. Est-ce que vous, vous négocieriez quoi que ce soit avec le PS de Jean-Christophe Cambadélis ?

Si c'est moi qui suis devant, oui, aucun problème, on a toujours dit : je négocie, à condition que le contenu de l'accord ne se fasse pas aux conditions social-libérales, tel que c'est le cas aujourd'hui. Les socialistes ne parlent d'unité que sur leurs conditions, qui est de mettre en œuvre leur politique. Pour leur porter les valises, non ! Ça ce n'est pas de l'unité, c'est de l'arrogance social-libérale. Les socialistes ne savent faire que ça

Mais n'avez-vous pas un problème avec l'Union? Vous vous êtes associés avec le PC, et vous vous êtes fâchés, et vous vous êtes rapprochés des écologistes et vous polémiquez avec Cécile Duflot ?

On ne peut pas commencer une discussion en disant : « Tu exagères, et tu as des accents déroulédiens. » Paul Déroulède est l'un des fondateurs de l'extrême droite en France, il a défié en duel Jean Jaurès, qu'il voulait abattre au pistolet ! Quand on compare Mélenchon à celui qui voulait tuer Jaurès, c'est scandaleux ce vocabulaire... Si moi je sortais une tribune dans Mediapart en disant à Cécile Duflot: « Tu es munichoise », est-ce qu'elle accepterait ? Pourquoi utilise-t-elle ce vocabulaire outrancier ? Parce qu'elle veut créer un clivage... Je dis à Cécile Duflot : « Arrête cette fausse polémique, rassemblons-nous, donnons-nous la possibilité que ce processus d'implication citoyenne existe vraiment aux élections régionales. »

Quelle perspective pour 2017 ?

Si l'on réussit à engager l'implication citoyenne, on fera émerger en 2017 le même processus que pour les régionales. J'ai envie que pour les élections de 2017, celui ou celle qui nous représentera soit celui du changement de système. Celui de la Sixième République, de l'Assemblée constituante.

C'est à cette tâche que nous devons nous atteler.

VII) Dominique Voynet hérite d'un job à 100 000 euros par an grâce à...



By Mickael - Fondateur de News360x

En décembre dernier, Dominique Voynet précisait que « l'IGAS, ce n'est pas un métier ». A plus de 8 300 euros net mensuels, payés par le contribuable, on est rassuré.

La république des copains a encore de beaux jours devant elle. Dominique Voynet, ancienne patronne des Verts, vient d'être nommée inspectrice à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), sous la houlette de François Hollande. Une nomination qui fait jaser, même dans les rangs socialistes.

Dominique Voynet semble être adepte des sauts à haute altitude.

Dominique Voynet nommée à l'IGAS

Son dernier parachutage en date ? L'Inspection générale des affaires sociales, pour un poste à 100 000 euros annuels, nets évidemment. Dominique Voynet, la principale intéressée, expliquait dans les colonnes du Monde, en décembre dernier, que l'IGAS était « une piste parmi d'autres », après avoir quitté la mairie de Montreuil.

Critiquer le système mais ne pas oublier d'en profiter

Cette nomination, approuvée au plus haut niveau de l'Etat, c'est Claude Bartolone qui la commente sans doute le mieux : « Elue ou parachutée tour à tour dans le Jura, au Parlement européen, en Seine-Saint-Denis, puis défaite par les électeurs ou auto-démissionnée par certitude de l'être, Madame Voynet, si prompte à critiquer la violence du « système », restera certainement silencieuse quant à la manière dont elle vient d'en profiter goulûment ».

« Un golden parachute d'une élue en mal d'électeurs »

Les mots du président de l'Assemblée nationale sont durs pour décrire celle qu'il considère comme « une enfant gâtée de la République ». Ce dernier, cité par le quotidien Le Monde, ajoute qu'« au mieux, cette nomination apparaît comme le « golden parachute » d'une élue en mal d'électeurs. Au pire, elle procède d'un accord politique lui ayant permis de s'exfiltrer de Montreuil après avoir laissé cette ville en ruine et la gauche divisée comme jamais ».

Les obscures missions de l'IGAS

A l'heure de la réduction des dépenses publiques (lire ici), l'IGAS fait partie de ces officines de l'Etat, assez obscures, dont les fonctions sont aussi larges qu'imprécises. Sur son site, l'Inspection générale des affaires sociales précise que sa mission est d'assurer « le contrôle et l'évaluation de la mise en oeuvre des politiques publiques de la sécurité sociale et de la prévoyance sociale, de la protection sanitaire et sociale, du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ». Tout un programme...

Source : Economie Matin

VIII) Les Algériens de France répondent à Bougrab : « Vos propos ne nous étonnent pas ! »



Jeannette Bougrab. D. R.

Les propos haineux de Jeannette Bougrab, fille de harki et ancienne ministre française, qui a traité les combattants du FLN de « terroristes », ont fait

réagir vivement l'Alliance nationale des associations des Algériens de France (ANAAF). Dans une lettre ouverte, dont une copie est parvenue à la rédaction, l'Alliance écrit notamment : « Vous étiez membre ou sympathisante d'un parti qui défend, pour des raisons basement électoralistes, les bienfaits du système colonial français en niant les atrocités et les crimes dont les tenants se sont rendus responsables et coupables envers le peuple algérien pendant près de 132 ans. (...) Nous ne sommes donc pas étonnés que vous puissiez assimiler les combattants de la liberté de la Révolution algérienne à des terroristes sanguinaires. Votre position à propos de cette période de l'histoire coloniale relève de votre extravagance légendaire et portera à jamais le coup de grâce à votre petite réputation d'opportuniste politique. Sachez, madame, que seule la plume vengeresse de l'historien omni puissant est appelée à graver dans l'airain de l'éternité la vérité historique quasi définitive de la Nuit coloniale française en Algérie. » L'ANAAF ajoute : « Vous vous définissez comme arabe, d'origine algérienne et de culture musulmane. Mais au fur et à mesure que l'on découvre vos propos relatifs à votre histoire personnelle et familiale, il est évident que vous êtes victime, sans le savoir, de cette haine de soi pathologique. » L'Alliance, qui relève que l'ancienne ministre s'attaque à l'islam en France, ajoute : « La haine de soi dont vous êtes victime vous aveugle et vous pousse à oublier que face à la montée de l'islamisme radical et du terrorisme criminel dans le monde arabo-musulman, qui menace toutes les démocraties, les musulmans de France, particulièrement les Algériens ou ceux d'origine algérienne, ont toujours été et restent en première ligne. » L'ANAAF rappelle à Jeannette Bougrab que « le terrorisme en Algérie, durant les années 1990, a accepté "un contrat financé" pour assassiner sans discernement femmes, enfants et vieillards, journalistes, cadres et dirigeants d'entreprises, médecins et simples ouvriers d'usines, détruire bon nombre d'infrastructures de l'Etat et asphyxier socialement et économiquement le peuple pour le soumettre à l'obscurantisme ».

L'Alliance relève : « On ne vous a pas entendu à cette époque crier ou manifester pour dire que l'agression des terroristes contre l'Algérie ne concernait pas uniquement le peuple algérien, mais tous les peuples épris de liberté. Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons que condamner vos prises de position partiales et indécentes vis-à-vis

de l'islam en France, des citoyens de la République qui s'en réclament ou celles relatives à l'histoire coloniale. Fidèles à nous-mêmes, à notre histoire et à l'humus de notre identité collective, nous ne mangerons jamais de votre pain, car nous sommes convaincus que l'espoir l'emportera toujours sur la haine parce que l'immense majorité des Françaises et des Français rejettent catégoriquement les extrémismes d'où qu'ils viennent, surtout ceux qui prônent ou encouragent "la haine de soi" au prétexte de défendre les valeurs de la laïcité qui nous tiennent à cœur en tant que citoyens.» L'Alliance des associations des Algériens de France rappelle qu'elle a toujours été déterminée à rejeter tous les intégrismes, tous les amalgames et s'opposer à toute stigmatisation visant un groupe social ou ethnique, une religion ou une croyance. «Contrairement à vous, madame, nous savons que toutes les religions et idéologies politiques ont leurs intégristes et que face à l'intégrisme islamiste, face à sa capacité de séduction auprès de plusieurs jeunes dans les quartiers défavorisés socialement, l'intensification de la répression ne peut, à elle seule, garantir un résultat positif et, par-dessus tout permanent, contre la radicalisation djihadiste.»

Meriem Sassi

jacques-tourtaux.com

IX) Macron réclame à son tour une Europe à deux vitesses

Par LEXPRESS.fr avec AFP



Le ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique Emmanuel Macron à Paris, le 12 mai 2015 afp.com/Thomas Samson

Le ministre français de l'Economie appelle ce dimanche dans une interview au JDD à la création d'une "avant-garde de la zone euro" qui aille "vers plus de solidarité et d'intégration". Une prise de position qui rejoint celle de son homologue allemand.

Emmanuel Macron affirme s'exprimer en son nom et vouloir représenter ainsi une génération. Mais son appel censé n'engager que lui va faire du bruit. "Il faut accepter l'idée que l'Europe se fasse à deux vitesses, qu'il y ait une union solidaire et différenciée" déclare-t-il dans un entretien au JDD paru ce dimanche.

"L'Europe à 28 doit être plus simple, plus claire, plus efficace et continuer à avancer sur le numérique et l'énergie, explique encore le ministre de l'Economie. L'avant-garde de la zone euro doit, elle, aller vers plus de solidarité et d'intégration : un budget commun, une capacité d'endettement commune et une convergence fiscale".

Macron sur une ligne allemande

Soit à peu de choses près ce que réclame le ministre allemand à l'économie et à l'énergie, Sigmar Gabriel (SPD), dans une tribune parue vendredi dans le quotidien Bild. "Nous avons besoin en Europe de plus de courage pour avancer à différentes vitesses dans la coopération", écrit en effet celui-ci.

Dans le même article du JDD, Emmanuel Macron défend l'idée d'une harmonisation des régimes sociaux ainsi que la création d'une assurance-chômage commune. Il reprend également l'idée émise d'un autre ministre allemand, **Wolfgang Schäuble**, en charge des finances, de créer un parlement de la zone euro.

L'EXPRESS

LAPRESSEENREVUE.EU

X) Cambadélis, l'homme du vieux monde



Portrait. Le premier secrétaire du PS est un homme d'appareil, à l'ancienne, qui arpente les fédérations pour cultiver les réseaux et garde le goût des combinaisons. Avec lui, le PS n'implose pas, mais il est de plus en plus déconnecté du réel.

Il n'a pas de crainte à avoir. Ce jeudi 28 mai 2015, vers une heure du matin, Jean-Christophe Cambadélis pourra fêter, dans son bureau de la rue de Solferino, son sacre. Enfin, il aura été élu premier secrétaire du Parti socialiste et, cette fois, par les militants. Le vote qui débute à 17 heures ne laisse planer aucun doute après le ralliement de deux des trois motions qui concouraient face à celle dont il était le premier signataire (lire "PS : la motion A plutôt que le plan B").

Opposé à Christian Paul, Cambadélis a juste l'objectif de faire au moins aussi bien que lorsqu'il a été élu par le conseil national, en remplacement d'Harlem Désir, soit 63%. « Quand on veut vraiment quelque chose, ça finit par arriver », lui fait dire Pascale Fautrier, dans son roman *Les Rouges*. Cet homme d'appareil est l'un des derniers de son espèce. Un insubmersible aussi.

L'appétit du survivant

Il a survécu à deux condamnations pour abus de biens sociaux et emploi fictif. La première d'entre-elles remonte aux années 90 et à un poste dans une société gestionnaire de foyers d'immigrés, dont le président est un ancien membre actif du Front national... Délicat pour le fondateur du Manifeste contre le Front national, créé à la fin des années 80 pour faire pendant à

SOS-Racisme, l'organisation du frère ennemi et ancien de la LCR Julien Dray. La seconde date de 2006 et concerne son emploi fictif à la Mutuelle nationale des étudiants de France (Mnef).

De ces deux affaires, Cambadélis garde la certitude d'être encore vivant, au sens politique. « Ma femme dirait que je me crois immortel », confie l'intéressé aux journalistes. Il raconte à l'envie, pour ne pas contredire son épouse, cette chute première, lorsqu'il a huit ans et qu'il vit au Canada où son noceur de père est parti faire fortune. Quatre étages, une voiture amortit le choc, il en ressort indemne.

Depuis, Cambadélis garde un appétit féroce pour la vie. Mais cette vie rime avec la politique, à laquelle il donne tout. « Il est extrêmement, entièrement, politique », résume Patrick Mennucci, qui le connaît depuis la fin des années 70 et la création de l'Union nationale des étudiants de France indépendante et démocratique (Unef-ID). Avec Manuel Valls, Jean-Marie Le Guen et Julien Dray, ils rassemblent, dans cette organisation étudiante, trotskistes lambertistes de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), "pablistes" de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et socialistes. Le tout pour faire pièce aux communistes de l'Unef renouveau et pour « chasser les gauchistes des facs ». Cambadélis, issu de l'OCI, en prend la tête.

À l'école du trotskisme

Il s'est taillé une solide réputation à l'occasion de son combat initiatique contre la réforme Saunié-Seïté en 1976. C'est dans ce contexte que le rencontre Yann Couvidat, membre à l'époque des comités communistes pour l'autogestion (organisation trotskiste minoritaire) et délégué de son campus de Bordeaux 2 à la coordination étudiante. « Mon premier souvenir de Cambadélis est très graphique : il vient d'interrompre la coordination pour aller faire sa gymnastique pendant trente minutes. »

Celui qui est alors le camarade Kostas s'entretient toujours. Dans les années 2000, il fait « cent longueurs de bassin » le matin pour conserver cette allure qui est un des éléments de sa réussite. « Il est très attentif au regard des autres, notamment celui des femmes », explique un de ses camarades de la "fédération étudiante" lambertiste.

Ce côté séducteur : grand gabarit, moue boudeuse, yeux noirs qui vous fouillent jusqu'aux

entrailles, il s'en sert encore. Ainsi, ces « mille » militants réunis en décembre pour conclure trois mois d'états généraux des socialistes – les mêmes qui ont applaudi à chaque critique lancée contre la politique gouvernementale –, se lèvent et l'ovationnent à tout rompre. Matois, « retors » pour certains, Cambadélis n'ignore rien de la psychologie de masse. Sa formation initiale encore : le trotskisme cette « ENA de la politique », selon le mot de Christian Piquet, ancien de la LCR, adversaire puis comparse de "Camba" à l'époque du manifeste contre le Front national puis des Assises de la transformation sociale dès 1994 – assises qui vont déboucher sur la gauche plurielle.

L'artisan des synthèses improbables

"Camba" est en effet le type qui a l'intuition d'une nouvelle alliance avec les communistes, les écologistes, les chevènementistes, les radicaux de gauche, un an à peine après la déroute électorale de 1993 qui lui a valu de perdre son siège de député du 19^e arrondissement de Paris. La dissolution inattendue de 1997 lui permettra de retrouver son mandat, mais pas de prendre la tête du Parti socialiste, qu'il semble pourtant attendre comme un dû de la part de son ancien camarade en lambertisme Lionel Jospin.

Las, pour lui, Cambadélis est « victime de sa réputation ». Celle d'un animal à sang froid, manœuvrier, tacticien à l'extrême. Quitte à assumer des positions contradictoires. Karel Yon explique dans sa thèse consacrée à Convergence(s) socialiste(s), le groupe que fonde et dirige Cambadélis en sortant de l'OCI : « La rigidité du lambertisme permet (...) des dispositions à gérer des discours et des positions contradictoires. »

Ce substrat permet à Cambadélis, dès son entrée au PS, de se poser en artisan des synthèses improbables entre la ligne droitiste, qui le verra fidèle lieutenant de Dominique Strauss-Kahn, et social-démocratie redistributrice. En homme-orchestre du congrès de Reims, en 2008, il rassemble les strauss-kahniens, les amis de Martine Aubry et les fabiusiens dans une alliance tactique "tout sauf Ségolène Royal".

« Un homme d'appareil à 100% »

Le congrès de 2015 a été une nouvelle occasion de faire synthèse entre les libéraux sociaux de Manuel Valls et les socio-démocrates de Martine Aubry. En bâtissant cette alliance, il s'est

positionné, encore et toujours, au centre de gravité du PS, « le seul endroit où il estime que l'on peut agir », résume Guillaume Balas, proche de Benoît Hamon et co-animateur de la motion "À Gauche pour gagner". Le député européen poursuit : « Jean-Christophe est très attentif aux rapports de forces qu'il décortique pour trouver le centre de gravité et c'est là qu'il cherche toujours à se situer. »

Contrairement à Julien Dray qui rentre au PS en même temps que lui, Cambadélis ne cherchera jamais à y créer un courant de gauche. Comme s'il avait aussi compris qu'un tel courant ne lui permettrait jamais de devenir patron du PS. « Être premier secrétaire, c'est son rêve depuis que je le connais », témoigne Isabelle Thomas, députée européenne, ancienne présidente de l'Unef-ID, qui l'a rencontré autour de 1984.

Dans un parti exsangue, guetté par les surpoids des énarques, l'apparatchik Cambadélis détonne. Pas uniquement en raison de ses méthodes, que résume Marie-Pierre Vieu, en observatrice avisée : « C'est un homme d'appareil à 100% : il fait et défait les alliances, il joue avec les gens comme avec du lego. » Le nouveau montage politique s'adosse aux discours de la gauche du PS pour mieux le contrôler, dicit Guillaume Balas, donner des gages « à une droite du parti qui a l'intelligence de se cacher derrière Jean-Christophe », constate Isabelle Thomas.

Les idées au filtre de sa stratégie

Cambadélis sait récupérer les idées qu'il voit grandir et se les approprier, pour en maîtriser la progression. C'est ainsi qu'il a impulsé un tournant "éco-socialiste" et "alter-européen" à un parti socialiste nouvellement promoteur de la « la société du bien vivre », écho assumé au bien vivre développé par Paul Ariès et les décroissants. Si tout le monde reconnaît à l'actuel premier secrétaire du PS « une des meilleures formations politiques parmi les dirigeants du parti », "Camba" n'est pas un créateur d'idéologie. « Il passe toutes les idées au filtre de sa stratégie : unité du parti et rassemblement de la gauche », précise un bon connaisseur des arcanes solféryniennes.

Isabelle Thomas acquiesce sur la capacité de synthèse mais pointe que c'est là la faiblesse du premier secrétaire : « Il a horreur de la bipolarisation des idées. » Guillaume Balas : « Jean-Christophe n'a pas le sens du moment politique », celui où tout peut basculer. « Il

préfère la pérennité de l'appareil. » Le principal intéressé confirme dans Le Monde : « Les gouvernements passent, le parti reste. Le PS, c'est la seule trace constante à travers l'histoire de ce qu'est la gauche. »

C'est donc ce parti qu'il a labouré, de sections en fédérations, à l'ancienne, pour séduire les cadres mis à mal par les défaites de mars 2014 et du printemps 2015. Il les a fait rêver d'un parti socialiste hégémonique à gauche et fort de 500.000 adhérents « d'ici 2017 ». Dans leurs yeux, il peut « lire leur consentement à son désir », selon les mots de Pascale Fautrier. Mais, au final, le vrai ressort de la victoire de Cambadélis a été de déconnecter le PS de la politique du gouvernement. En ce sens, il est le symbole de cette période où « le vieux n'en finit pas de mourir et le neuf peine à éclore ». Tout comme le PS, il est ce « vieux » et ne veut pas mourir.

regards.fr

A Suivre...
La Presse en Revue